



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 25 septembre 2023
C(2023) 6573 final

M. Micheál Martin
Ministre des affaires étrangères
et ministre de la défense
80 St Stephen's Green
Dublin 2 D02 VY53
République d'Irlande

Objet: Notification 2023/417/IE

Règlement de 2023 sur la circulation routière (trottinettes électriques)

Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Monsieur,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535⁽¹⁾, les autorités irlandaises ont notifié à la Commission, le 5 juillet 2023, le projet de «règlement de 2023 sur la circulation routière (trottinettes électriques)» (ci-après le «projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié établit des normes techniques pour les trottinettes électriques destinées à être utilisés dans les lieux publics. Le projet notifié impose la conformité à la norme I.S. EN 17128:2020 pour la conception et la construction de trottinettes électriques utilisées dans les lieux publics.

L'examen du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535.

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

OBSERVATIONS

Le projet notifié réglemente des produits qui entrent dans le champ d'application de la directive relative aux machines⁽²⁾ et de la directive relative à la compatibilité électromagnétique ⁽³⁾ (conjointement les «directives»).

La Commission tient à souligner que les États membres ne doivent pas entraver la mise à disposition sur le marché de produits conformes aux aspects couverts respectivement par les directives⁽⁴⁾. Bien que le projet notifié énonce des exigences et des spécifications relatives à la circulation routière des produits concernés, certaines exigences ou spécifications du projet notifié, par exemple les exigences relatives à la «sécurité électrique» des trotinettes électriques, ou certaines clauses de la norme (I.S. EN 17128:2020) mentionnées dans le projet notifié, portent sur des aspects réglementés par les directives.

Les directives énoncent les exigences essentielles auxquelles les produits visés doivent satisfaire, et les spécifications techniques détaillées sont fixées dans des normes volontaires, dont les références sont citées dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Il est vrai que la Commission encourage l'utilisation des normes harmonisées de l'UE comme moyen d'assurer la présomption de conformité avec les directives. Cependant, en raison de leur nature volontaire, le fait d'exiger le respect explicite des normes européennes qui traitent des aspects couverts par les directives pourrait être perçu comme un obstacle technique aux échanges.

Il est également rappelé que les directives établissent un cadre pour la surveillance du marché⁽⁵⁾. En particulier, les autorités nationales de surveillance du marché suivent les procédures de sauvegarde spécifiées dans les directives. ⁽⁶⁾

Il en découle que les autorités irlandaises sont tenues de veiller à ce que, à la date de l'adoption et de l'entrée en vigueur du projet notifié:

- les trotinettes électriques qui sont conformes aux exigences essentielles applicables des directives, mais qui ne sont pas conformes aux exigences ou aux spécifications du projet notifié concernant les aspects réglementés par les directives⁽⁷⁾ pourront être mises sur le marché irlandais, et

²) Directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte), JO L 157 du 9.6.2006, p. 24 à 86.

³) Directive 2014/30/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la compatibilité électromagnétique (refonte), JO L 96 du 29.3.2014, p. 79 à 106

⁴) La directive 2006/42/CE régit les aspects relatifs à la santé et à la sécurité. La directive 2014/30/UE régit les aspects relatifs à la compatibilité électromagnétique. Les deux directives réglementent ces aspects en définissant des exigences essentielles pertinentes. Toutefois, aucune de ces directives ne traite d'aspects relatifs à la sécurité routière des produits couverts lorsqu'ils circulent sur les routes.

⁵) Article 11 de la directive 2006/42/CE et chapitre 5 de la directive 2014/30/UE.

⁶) Les États membres doivent informer sans délai la Commission et les autres États membres de toute mesure prise en vue d'interdire, de restreindre, de retirer ou de rappeler des produits couverts par les directives.

⁷) La directive 2006/42/CE régit les aspects relatifs à la santé et à la sécurité. La directive 2014/30/UE régit les aspects relatifs à la compatibilité électromagnétique. Toutefois, aucune de ces directives ne traite d'aspects relatifs à la sécurité routière des produits couverts lorsqu'ils circulent sur les routes.

- les procédures de sauvegarde spécifiées dans les directives sont suivies en cas de non-conformité des trottinettes électriques⁽⁸⁾ en ce qui concerne les aspects couverts par les directives⁽⁹⁾.

La Commission invite les autorités irlandaises à tenir compte des observations ci-dessus.

La Commission rappelle par ailleurs qu'une fois le texte définitif adopté, il doit être communiqué à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la Commission

Kerstin JORNA
Directrice générale

Direction générale du marché
intérieur, de l'industrie, de
l'entrepreneuriat et des PME

⁸ () Qu'elles soient destinées ou non à circuler sur la voie publique.

⁹ () Comme indiqué ci-dessus, elles sont reflétées dans les exigences essentielles applicables des directives.